

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°12

Séance du 12 février 1996

La genèse d'un conflit : mai 68 à l'ORTF

par Marie-Françoise LEVY ET Michelle ZANCARINI-FOURNEL

À l'origine de ce travail, nous avons cherché à savoir, dans le cadre du mouvement de mai-juin-1968 ce qui s'était passé à l'ORTF, quelles conséquences avait eu la grève des personnels sur la production des émissions d'une part, et sur les informations qu'avaient reçues les Français, d'autre part. Notre curiosité s'était trouvée aiguïlée par nos lectures – sur lesquelles nous reviendrons – qui tendaient à établir que l'ORTF, et plus précisément la télévision, avait joué durant les événements un rôle mineur, secondaire, lacunaire, « taisant ou déformant » les faits concernant le mouvement étudiant. Elle s'érigait « en grande muette », selon l'expression de P. Breton. En cela, elle se trouvait opposée à la radio à laquelle fut reconnue une place prépondérante, celle-ci étant présente sur le terrain, informant en direct ses auditeurs. « La radio se révélait en Mai 68 comme le grand moyen de communication de masse des temps de crise. On le savait, mais on l'avait oublié », écrit Marc Martin.

Et pourtant, si la chronologie de l'ORTF en grève, a pour caractéristique d'intervenir en décalage par rapport aux événements proprement dits – puisque les personnels de l'ORTF sont en grève du 17 mai au 23 juin et les journalistes du 25 mai au 13 juillet 1968 – notre première observation fut de constater que les éditions du Journal télévisé [JT] (13h-20h-23h30 sur la première chaîne, 19h40 et entre 22h et 23h30 sur la deuxième chaîne) avaient – conformément aux obligations inscrites dans le cadre du service minimum – été conçues, réalisées, diffusées, offrant ainsi aux Français une information régulière.

Quel écart s'est donc opéré – construit – permettant ainsi de reléguer dans l'oubli ou dans un processus de secondarisation cet instrument de communication et d'information majeur qu'est la TV, et plus particulièrement le JT, rendez-vous rituel des Français, alors que près de 70% des ménages à cette époque sont équipés d'un récepteur de télévision ? La seconde chaîne n'est pas encore regardée de façon aussi

large (si 64% des téléspectateurs peuvent la capter, 10 à 20% d'entre eux seulement la regardent régulièrement).

I - À PROPOS DE QUELQUES TRAVAUX PIONNIERS

Pour entreprendre ce travail, nous avons dans un premier temps pris connaissance des travaux existant sur ce sujet. Je voudrais signaler quelques-uns d'entre-eux, les plus importants et vous proposer à partir de leur lecture un bilan – certes trop rapide – de l'état de la question tel qu'ils l'envisagent.

1. *Les thèses et articles*

– Tout d'abord la thèse d'histoire du XXe siècle de Jean-Pierre Filiu, *La crise de l'ORTF en mai-juillet 1968*, soutenue à l'IEP, en 1984. Ce travail pionnier est une étude approfondie des causes de la crise, de la montée des mécontentements des personnels, de l'entrée dans la grève, des formes et des étapes du conflit, de l'élaboration de la plate-forme des revendications. Par ailleurs, il étudie la question de l'information : l'attitude et les positionnements des journalistes. Il analyse trois magazines d'information : *Panorama*, le 11 mai 68 ; *Zoom*, le 14 mai 68 (« une brèche dans le mur du silence ») ; *l'Édition spéciale* du 16 mai 68. Enfin, à travers cette histoire institutionnelle, il trace les conclusions de la grève pour l'ORTF. Un bilan mitigé pour l'ORTF, après les négociations avec le gouvernement. Les acquis sont minces et les sanctions (licenciements et suppression d'émissions) sont lourdes. Il accrédite l'idée selon laquelle « la TV reste silencieuse sur les émeutes étudiantes ».

– Les articles de Marc Martin inscrivent une réflexion sur le rôle et la fonction de la radio et de la TV au regard, d'une part, de la spécificité de chacun des médias dans leur dimension technique et, d'autre part, par rapport aux relations entretenues avec le pouvoir politique. Il y réaffirme, semble-t-il, le primat de la radio. Sa conclusion porte sur les conséquences de la crise : étape importante dans le processus de libéralisation de l'information par rapport à la tutelle politique.

– L'article d'Isabelle Veyrat-Masson et de Christine Manigand, dans un ouvrage, *Mai 68 à l'ORTF* qui étudie les relations difficiles, conflictuelles entre les journalistes et l'Intersyndicale porte-parole des personnels statutaires de l'office, retrace les conditions de diffusion de l'émission *Panorama* censurée le 10 mai 1968 et celle de *Zoom*, le 14 mai 1968. En effet, leur est attribuée une place importante dans l'évolution du conflit.

Dans ce même ouvrage, signalons deux autres articles (celui d'Élizabeth Cazenave et celui de Marc Martin) consacrés aux réactions et aux critiques de la presse régionale par rapport à l'information télévisée et par rapport à la grève même de l'ORTF (soutien, analyse des enjeux, lassitude).

– Nous avons aussi à notre disposition les témoignages écrits des acteurs, citons en trois : Roger Louis, journaliste, licencié après la grève », *L'ORTF, un combat*, Seuil, 1968 ; André Astoux, directeur général-adjoint de l'ORTF auprès de Jacques-Bernard Dupont, *Ondes de choc. Mai 68 à l'ORTF*, Plon, 1978 ; Claude Frédéric, *Libérer*

l'ORTF, Paris, Seuil, 1968. Il s'agit de récits des événements rapportés par des acteurs impliqués dans la grève, soit comme leaders du mouvement chez les journalistes de télévision assurant un rôle de passerelle entre les personnels et la rédaction, soit comme responsables de l'institution assumant une place au carrefour des exigences du pouvoir politique d'une part, et des revendications internes d'autre part.

– En dernier lieu, signalons l'ouvrage de Jérôme Bourdon, *Histoire de la TV sous de Gaulle*, Anthropos-INA, 1990. Il consacre le dernier chapitre de son livre aux origines du conflit interne, liées à la tutelle de l'État de plus en plus visible.

Pour répondre à notre question initiale portant sur le constat d'une relégation de la télévision par rapport aux événements de mai-juin 1968 et des modes de traitement des faits et de l'amplification – mémorable – d'une émission, *Zoom*, d'André Harris et Alain de Sédouy du 14 mai 1968, il nous a fallu en poser une autre, en préalable : mais qu'ont donc effectivement vu les Français ? Comment la télévision les a-t-elle informés ? de quoi les a-t-elle informés ? Autrement dit, comment la télévision (et plus précisément le JT et quelques émissions spéciales d'information) est-elle intervenue au cours des événements et dans les événements ? Nous avons donc cherché à cerner quelle fut la contribution de la télévision par rapport aux événements eux-mêmes mais nous avons également cherché à comprendre la place que la télévision a occupée dans la construction de l'événement à court et à plus long terme. Nous avons ainsi, dans cette approche, tenté l'étude d'un processus concourant, d'une part, à l'oubli et, d'autre part, à la symbolisation d'une émission faisant mémoire.

Pour répondre à ces interrogations, nous sommes retournées aux sources. Le contexte est, en effet, aujourd'hui favorable, dans la mesure où l'Inatèque de France nous a donné la possibilité d'accéder aux sources écrites et aux sources audiovisuelles conservées.

II - RETOUR AUX SOURCES

1. *L'inventaire : apport et limites des sources*

Nous avons en premier lieu consulté les conducteurs des journaux télévisés. Les conducteurs constituent une source écrite. Colette Lustière, responsable documentaire au Service des Archives de l'INA, définit ainsi un conducteur : « c'est le plan du journal mis au point en conférence de rédaction par le rédacteur en chef du journal télévisé et l'équipe de journalistes concourant à la réalisation de l'édition du journal ».

Les conducteurs nous donnent donc des indications précises sur la télévision préparée et diffusée, mais ils nous donnent plus précisément des renseignements sur les thèmes et les titres des sujets filmés et diffusés.

L'apport et les limites immédiates de ces sources sont visibles. Les titres des sujets filmés figurant sur les conducteurs ne correspondent pas toujours au contenu des images. Un décalage important est parfois constaté. Enfin, relevons que n'est pas toujours mentionné si ces documents – les sujets filmés – ont été conservés et qu'ils ne l'ont pas tous été. Il existe ainsi un écart à prendre en compte entre la télévision diffusée (à partir des indications données par les conducteurs) et la télévision conservée. Par ailleurs, les sujets plateau, c'est à dire les informations données et traitées par le présentateur, ne sont pas mentionnées. Observons que les journaux télévisés de cette période n'ont pas été intégralement conservés, soit parce qu'ils n'ont pas été enregistrés (par kinescope) soit parce que le kinescope a été découpé ultérieurement pour réutilisation.

Nous disposons donc pour notre étude des titres des sujets filmés dont on trouve une trace écrite et des sujets filmés conservés. Ces sujets filmés sont – pour partie – des reportages qui ne comportent pas de son. On peut penser que ces documents filmés viennent illustrer un propos – un commentaire du présentateur du journal. Il convient donc de ne pas surévaluer cette source – dans ce cas incomplète. Néanmoins, elle correspond bien à ce qui a été montré des événements et vu et reçu par les téléspectateurs. Sont sonores, les entretiens, interviews, allocutions et discours. Il est donc possible de classer ces documents de la façon suivante : reportages filmés sur le terrain, discours et allocutions de personnalités, entretiens et interviews.

Ces documents audiovisuels conservés permettent d'observer ce qui est montré et ou entendu dans le JT en relation avec le déroulement des événements et des faits eux-mêmes. On peut ainsi pointer les décalages dans le temps, les choix opérés concernant l'information transmise et les omissions. Ces sources sont donc d'un usage complexe mais cependant incontournables pour apprécier et mesurer l'importance accordée aux événements.

Nous allons présenter une étude à partir de sources écrites et de ce qui a été conservé des images effectivement passées à la télévision française pour la période allant du 22 mars 1968 au 14 mai 1968.

2. *Problèmes de méthode*

Nous ferons la différence entre télévision préparée, télévision diffusée et télévision conservée.

À côté des traces écrites, les conducteurs, c'est-à-dire la télévision préparée, il y a les traces, images et son ou images seules, de la télévision diffusée. Rappelons que sur les deux chaînes diffusées inégalement sur le territoire, il y avait quatre moments d'information, plus une plage régionale à 19h25. Pour Paris, entre le 2 et le 14 mai, cette dernière n'évoque qu'une seule fois, le 11 mai, les manifestations étudiantes sur le thème des dégâts à la ville. Notons que le journal de 19h40 sur la deuxième a pour spécificité de n'avoir pas de commentaire plateau, mais un commentaire en voix *off* des images.

En effet jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas retrouvé de JT entiers du mois de mai 1968, mais seulement des sujets filmés, diffusés et parfois découpés dans le JT concernant les « événements ». Il s'agit de la télévision conservée. Il y donc là une limite réelle de nos sources : la plupart du temps on ne possède pas le commentaire-plateau du présentateur qui donne, par les mots choisis, le ton de la voix, le commentaire même, un sens aux images et aux événements. Il est possible cependant d'en avoir une idée – certes très partielle et partielle – par les allusions faites dans la presse au commentaire de tel ou tel journaliste. La lecture du *Canard enchaîné* de mai 1968 est à cet égard très instructive.

Autre limite, forgée dans le moment même, de nos sources : les reportages effectués sur les lieux des manifestations ont été engrangés par l'ORTF sans que le son ait été systématiquement conservé. D'où par exemple le bricolage qu'ont dû effectuer les journalistes pour la préparation du *Panorama* du 10 mai – finalement interdit de diffusion – qui ont dû acheter du son à des confrères pour le rajouter sur les images engrangées. Ceci nous fait toucher du doigt la complexité de l'étude de documents télévisés, (tout en se gardant de l'illusion que les sources écrites ne sont pas aussi fabriquées).

Dernier élément de critique des sources : la confrontation entre sources écrites et sources visuelles. Ainsi le 2 mai, le conducteur de *Télésoir* (première chaîne) indique un sujet sur « incendie à Nanterre ». Les images conservées sont celles de couloirs vides de l'université, sans incendie et il n'y a pas de commentaire. Contradiction donc entre texte et image. L'image seule ne nous apprendrait pas grand chose. Or le conducteur de *Télé nuit* porte la mention « De Nanterre à la Sorbonne : incendie à la Sorbonne », rétablissant ainsi l'exactitude des faits.

En 1968, on compte 8 532 294 postes de télévision – chiffre établi d'après la redevance – dont 625 498 à Paris (cf *le Monde* du 26 avril 1968). Selon Cécile Meadel (*ORTF en 68* p. 92), 52% de la population écoute régulièrement la première chaîne. La carte établie par Jean-Pierre Filiu montre les zones couvertes par l'une ou l'autre chaîne. Mais il y a seulement 1'30" de sujets de la deuxième chaîne conservés – en tout cas connus actuellement. Le paramètre de distinction entre les deux chaînes est donc négligeable en l'état de nos sources visuelles. La mémoire commune a retenu qu'il n'y avait pas eu d'images au mois de mai 68 à l'ORTF. Nous partirons donc des questions suivantes : Qu'ont donc vu effectivement les Français jusqu'à la grève générale du 13 mai 1968 et lors de la diffusion le lendemain de *Zoom* ? À

l'aide de quelles images, de quels commentaires et de quels discours, les téléspectateurs se sont-ils forgé leur représentation des événements ? Dans quel contexte (en particulier celui des attentes vis-à-vis de l'impartialité de l'ORTF – celles du public, celles des réalisateurs, celles des journalistes) ces images – même brèves – se sont-elles insérées ? Comment cette diffusion a-t-elle été répercutée par la presse ? En bref, est-ce que la production télévisuelle sur les événements a pu contribuer à la construction des événements eux-mêmes ?

III - CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS : L'ANALYSE DES CONDUCTEURS ET DES SUJETS DIFFUSES DU 2 AU 14 MAI

1. *Les images antérieures au 2 mai 1968*

Elles concernent le mouvement étudiant (en faisant toujours la distinction entre ce qui est programmé et ce qu'il en reste aujourd'hui).

A priori, si on se réfère à l'actualité vue par la TV, la France en ce printemps 68 paraît calme. Ni le 22 mars de Nanterre, ni les événements de Toulouse du 25 avril n'ont été évoqués dans les journaux télévisés, d'après les sources écrites – les conducteurs. La journaliste Brigitte Friang avait proposé fin mars-début avril de faire un reportage sur l'agitation à la faculté de Nanterre, mais cela lui fut refusé (68 à l'ORTF, p. 212). Un sujet sur une manifestation pour le Vietnam à Paris a été programmé pour le 23 mars (conducteur). A-t-il été diffusé ? Nous ne le savons pas. *Le Monde* du 17 mai 1968 cite deux reportages passés dans des magazines d'information sur la seconde chaîne : le 26 mars, une enquête de P. Seban pour *Caméra III*, et un reportage de *Tel quel* à Nanterre le 26 mars, mais nous ne les avons pas retrouvés.

En revanche le mouvement étudiant étranger, en Allemagne, mais aussi en Italie, a été évoqué à plusieurs reprises dans le journal télévisé. Les sujets traitant de l'attentat contre Rudi Dutschke, le 11 avril à Berlin, et des manifestations qui l'ont suivi ont été conservés : au total sur trois jours, 4 minutes d'images et de commentaires (c'est même le premier titre de *24h Actualités* sur la 2 et de *Télé nuit* sur la Une le 13 avril). Les images sont celles de la violence exercée à l'égard des étudiants : violence de l'attentat mais aussi violences aveugles de la police allemande. Les images sont montées champ/contrechamp, ce qui identifie deux camps : celui des victimes, les étudiants, et celui des artisans de la répression, la police. C'est à l'occasion de cet attentat qu'est évoquée à *Télé nuit* et brièvement (38" et le son n'est pas conservé) l'unique manifestation étudiante parisienne le 19 avril, originale par son soutien au SDS allemand et par son expression interclassiste « Étudiants au service des travailleurs », ceci étant visible sur les banderoles. Au total donc, se construit l'image d'un mouvement international, d'une révolte étudiante qui se diffuse (reportage sur des événements à l'université de Rome le 28 avril) alors que le paysage universitaire français paraît calme.

Comme en transition, les reportages sur le 1er mai français opposent le rituel du muguet à l'Élysée offert par les forts des Halles, image d'une France rassurante et prospère (1er sujet de 1'23" sur le 20h de la une), à la manifestation

calme de la CGT, un République-Bastille, pourtant inédit puisque le premier depuis 14 ans : la prise de vue souligne cependant le lien PCF/CGT, par le zoom sur les personnalités, entre autres, Waldeck Rochet, ainsi que sur la floraison de drapeaux rouges.

2. Du 2 au 6 mai : « La télévision était là »

Ce titre est repris d'un article du *Monde* daté du 8 mai 1968 rendant compte des émissions du 6 mai.

Dès le 2 mai, en troisième place des titres du journal de 20h, le sujet conservé – qui passe en fait en dernière position avant les sports – est un appel du doyen de Nanterre, Mr. Grappin, avec en préambule des images des couloirs vides de l'université : filmé en plan séquence, Grappin fait un discours de 2'38" qui souligne, par le ton et l'attitude solennelle, la gravité de la situation en faisant porter la responsabilité sur de « petits groupes d'extrémistes ». Effet de marquage de l'événement, repris le lendemain par Georges Marchais dans *L'Humanité*, qui dénonce « des groupuscules gauchistes » « composés de faux révolutionnaires à démasquer », expression reprise et détournée dans les slogans par des milliers de manifestants : « nous sommes un groupuscule ». L'appel du doyen Grappin est repris en deuxième sujet de *Télénuît* juste après le reportage sur le départ du premier ministre Georges Pompidou pour l'Iran.

Cet agencement des JT va perdurer jusqu'au retour du premier ministre le 11 mai, ce qui construit progressivement l'idée de vacance sinon du pouvoir en tout cas du chef, le général de Gaulle étant muet dans cette période. Les images montrées les 3-4-5 mai ne sont pas conservées, mais des sujets sur les manifestations étudiantes sont inscrits dans les conducteurs (premier sujet de *Télémedi* le 4 mai, mais rien au 20h ni à *Télénuît*) alors que sur la deuxième chaîne c'est, dans tous les JT, le deuxième sujet prévu, après le Vietnam.

3. Le 6 mai, jour des premières barricades

Sur les deux chaînes une très longue interview – 21' – d'Alain Peyrefitte par Yves Mourousy ; on est passé du représentant de l'université le premier jour à celui de l'État : le ministre veut éviter la dramatisation, donner le sentiment que la nation est pacifiée et que les problèmes universitaires peuvent être abordés, sans censure, à condition de condamner les groupes gauchistes constitués d'une poignée d'extrémistes (et le ministre reprend là l'expression du secrétaire général du PCF). Des images – 1'45" – sur les manifestations : on voit les policiers poursuivre les manifestants, qui essaient vainement de se protéger, avec des matraques et des véhicules à canons à eau. On voit aussi des barricades et des voitures qui brûlent, mais pas les auteurs de ces dégâts. *Le Monde* écrit sous le titre « la télévision était là » (8 mai) :

« En préambule de l'interview de Peyrefitte on a vu des images de la manifestation qui rendaient honnêtement compte de l'événement. En revanche aucun représentant d'associations d'étudiants ou d'enseignants ne fut invité à

exposer les raisons de la manifestation. Comme chaque fois, la télévision montre les effets parfois pénibles d'un mouvement de protestation, mais ne donne pas la parole à ceux qui peuvent en exposer les raisons »

Confirmation donc par la presse que, à cette date, les événements n'ont pas été occultés, et que, même si des images ont été brièvement, mais à plusieurs reprises montrées, l'essentiel a été le discours gouvernemental, discours d'ordre mais aussi de compréhension envers la jeunesse, discours d'ouverture, de dialogue. Dialogue qui n'exista pas à l'écran jusqu'au 14 mai.

4. Du 6 au 10 mai : violences, répression et question de l'objectivité

On note dans cette période la même structure de l'information : toujours la présence/absence du premier ministre Pompidou avec des reportages sur son voyage en Afghanistan et en Iran, images qui semblent surréalistes au regard des visions brèves des manifestations parisiennes – les reportages durent entre 38" et 1' – et surtout des dégâts occasionnés par elles, mais aussi de la répression de la police toujours filmée en groupe compact, noir, souvent avec matraques et boucliers en avant ; en contrepoint une parole officielle des responsables universitaires et politiques. Le 7 mai c'est le deuxième doyen qui intervient publiquement : Zamanski, celui de la faculté des sciences de Jussieu (Halle aux vins). Le 8 mai c'est le discours de Peyrefitte à l'Assemblée nationale qui est retransmis avec aussi, pour la première fois, une parole d'opposition, le socialiste Claude Estier, mais aussi le gaulliste E. Pisani, hostile à la politique gouvernementale à l'égard des manifestations étudiantes.

Le reportage sur la grève générale dans l'Ouest au JT de 20h, le 9 mai, d'une durée de 1'32", fait un panorama sur les manifestations dans les différentes villes de l'Ouest. Le commentaire met l'accent sur les préoccupations économiques et les revendications sur l'emploi, alors que les images montrent à la fois l'unité de cortèges composés d'ouvriers, d'étudiants et de paysans et que les nombreuses pancartes mettent en cause la répression policière.

La presse quotidienne régionale (étudiée par Elizabeth Cazenave), dès le 8 mai dans *La Nouvelle République du centre ouest* s'était étonnée de n'avoir pas vu d'images de matraquage à la télévision et de l'absence d'information sur les problèmes universitaires.

C'est à l'Assemblée nationale que se noue ce qui va constituer une autre lecture de la situation : le 8 mai sont créées deux commissions parlementaires, l'une sur l'objectivité de l'information à l'ORTF et l'autre sur l'introduction de la publicité à la télévision. Le débat sur l'information télévisuelle avait donné lieu, dans le courant du mois d'avril, à une motion de censure repoussée, mais vivement débattue à l'Assemblée nationale. Le 25 avril, le *Monde* y avait consacré le titre pleine page de sa une et trois pages intérieures sous le titre (sur deux pages) « La première journée du débat de censure à l'assemblée a porté essentiellement sur l'objectivité à l'ORTF ». La genèse du conflit à l'ORTF s'ancre donc dans une histoire antérieure aux événements. Marc Martin a souligné dans *Mai 68 à l'ORTF* que « la liberté accordée

aux magazines d'actualité » (comme *Zoom* ou *Panorama* par exemple) « a nourri la critique du JT » et par ailleurs que si la TV avait « pris sa place dans l'emploi du temps quotidien des Français elle suscitait à la fois un intérêt passionné et la défiance ». Le 9 mai, le *Canard Enchaîné* ouvrait le ban en dénonçant « la télé sens unique ». La diffusion d'un sujet sur les étudiants à l'émission *Panorama* le 10 mai 1968, la soirée même où se déroule « la nuit des barricades », est interdite. Michel Honorin et Jean-Pierre Chapel avaient réalisé pendant trois jours des interviews des intéressés : étudiants, professeurs, le recteur Roche et le préfet Grimaud. Le reportage est visionné par J. P. Hutin, le représentant du ministre de l'Information Georges Gorse, et par le représentant d'A. Peyrefitte, qui en refusent la diffusion. Les circonstances du déroulement de cette nuit parisienne ont été connues minute par minute, en particulier grâce aux radios périphériques et c'est la conjonction de l'interdiction et de la relation des événements eux-mêmes qui explique la focalisation sur la nécessaire impartialité de l'information à la TV. Une hypertrophie de la notion de censure se développe alors. « Censure à *Panorama* », titre par exemple *Le Monde* du 12-13 mai en page 2 qui écrit :

« Il est scandaleux que le magazine hebdomadaire du "plus grand journal de France" (25 millions de téléspectateurs) n'ait pas obtenu l'autorisation de diffuser quoi que ce soit sur ce sujet à l'heure même où Paris allait connaître une nuit d'émeutes »

5. Du 11 au 14 mai : le nœud du conflit

Le 11 mai, des images des manifestations de la veille, sont longuement présentées sur toutes les chaînes, 6' au JT de 20h (une rubrique spéciale rajoutée au dernier moment, selon l'écriture manuscrite sur le conducteur, sans doute une version tronquée de *Panorama*) : les images sont montées champ/contre champ, l'effet dramatique est souligné par la musique avec une alternance de percussions et de musique de Wagner, elles montrent les deux camps, d'un côté une masse anonyme de policiers casqués qui charge, de l'autre quelques étudiants individualisés, armés de matériel hétéroclite. Par ailleurs les images de désolation du Quartier latin dévasté, des dégâts matériels et le bilan des blessés ne masquent rien. Dans *Le Figaro* du lundi 13 mai, André Brincourt proteste contre « les limites scandaleuses imposées à l'information télévisée » et aussi « contre le montage qui brouillait les dates des déclarations ».

Le discours qui suit ces images, celui du préfet de police Maurice Grimaud – 2'30" – souligne la nécessité de l'ordre, du respect de l'État, mais n'attaque pas les étudiants et se montre même compréhensif. Dans la même lignée, Pompidou de retour le 11, fait une déclaration solennelle d'apaisement – réouverture des universités et libération des personnes arrêtées –, tout en condamnant le désordre et reprenant le thème de petits « groupes d'enragés ». Pour la première fois, le 12 mai à 20h, après la déclaration de Pompidou, la parole est donnée au secrétaire national du SNESUP Alain Geismar et à un étudiant de l'UNEF. Une semaine après le début des

événements, c'est la première parole – brève, 2' – des contestataires sur leur mouvement.

De la journée de grève générale du 13 mai sont données d'abord les images rassurantes de la réouverture de la Sorbonne au journal de 13h. À celui de 20h, la grève et les manifestations constituent le deuxième titre et le quatrième sujet après les nouvelles sur l'ouverture à Paris des négociations sur le Vietnam. 4'30" sont consacrées à rendre compte de la grève et des manifestations et 1'30" à la réouverture de la Sorbonne. Après avoir énuméré les entreprises publiques et privées – surtout dans l'automobile – en grève, Louis Roland Neil, l'air embarrassé, le nez dans son papier, lit un texte où il affirme que « selon *United Press* il y avait 171 000 manifestants à Paris » alors que les organisateurs avaient annoncé le chiffre symbolique de 1 million. Les images de la manifestation sont des plans d'ensemble, pas d'individualisation, ni des leaders syndicaux ni des manifestants, ce qui provoque un effet de distance. La prise de vue dans la cour de la Sorbonne montre des étudiants sages qui vont en cours et ne manifestent pas et Y. Mourousy en attribue le mérite à l'action de Georges Pompidou.

Le lendemain 14 mai, au journal de 20h, 6'30 sont consacrées au départ et au voyage de de Gaulle en Roumanie et à son accueil par Ceausescu : c'est le prestige de la France qui est souligné dans les discours et les images, dans une très conventionnelle descente d'avion, revue des troupes, échange de discours et de cadeaux. Une autre image de la France aussi : les Croix de Lorraine sur les drapeaux tricolores ont remplacé les drapeaux rouges et noirs de la veille. Suit une retransmission de 21 minutes des débats à l'Assemblée nationale sur les événements, qualifiés « d'émeutes », avec l'idée de la main de l'étranger, par Georges Pompidou dont 14 minutes de discours sont retransmis. Celui-ci, par ailleurs, insiste sur les racines de la crise universitaire qui est aussi une crise de civilisation. La retransmission de l'intervention du député François Mitterrand dure la moitié moins, mais tout de même 7 minutes : il met durement en cause le gouvernement et la censure qu'il exerce sur la radiotélévision. Il s'agit cependant d'une longue intervention : l'expression de l'opposition parlementaire est ici tolérée alors que celle de la rue ne l'est pas. C'est l'émission *Zoom*, qui suit les informations de la deuxième chaîne, qui va lui donner la parole.

Au total dans cette période du 2 au 14 mai, dans ce qui a été conservé, 2 heures ont été consacrées dans les journaux télévisés aux événements sur environ 13 à 15h d'informations : une heure trente de parole officielle, émanant des ministres, du préfet de police, du chef du gouvernement et des autorités universitaires. On n'a pas, dans ce bilan chiffré, compté les commentaires des présentateurs, car ils ne sont pas conservés la plupart du temps. Trente minutes ont été données aux comptes rendus des manifestations (dont 2 minutes le 12 mai aux leaders étudiants et enseignants) plus 7 minutes à Mitterrand, comme symbole de l'opposition parlementaire. La télévision n'a donc pas été muette sur les événements.

IV - ZOOM : L'ENJEU

Durant la période que nous étudions, du 2 au 14 mai 1968, l'ORTF n'est pas en grève. Cependant, le mécontentement interne est fort et latent, avivé par la décision gouvernementale d'avril 1968 d'introduire la publicité de marque sur les « antennes nationales ». D'autre part, l'information à la télévision subit des attaques publiques exprimées par la presse. Elle donne également lieu à un débat à l'Assemblée nationale, les 24 et 25 avril 1968. L'opposition a déposé une motion de censure sur, je cite J. Bourdon qui s'appuie sur le texte intégral publié dans *Le Monde* du 19 avril 1968, « la politique antidémocratique du gouvernement dans le domaine de l'information et notamment l'utilisation abusive des moyens audiovisuels mis à la disposition de l'État par la Nation » (p. 249). Le vote recueille 236 voix sur les 244 voix requises pour son adoption. L'alerte est certes vive mais néanmoins le calme est maintenu à l'intérieur de l'Office.

Durant la période du 3 au 10 mai 1968, la rédaction du Journal télévisé n'émet pas de protestation significative concernant des entraves à l'exercice de son métier. C'est le 10 mai au soir, « nuit des barricades », lorsque le magazine mensuel d'information *Panorama* est censuré par les représentants du gouvernement – 45 minutes avant sa diffusion – que la situation se crispe. La censure porte sur un sujet consacré aux manifestations dans lequel la parole est donnée à des étudiants et professeurs ainsi qu'au recteur Roche et au préfet Grimaud. La réaction viendra, le lendemain, 11 mai 1968, non de la rédaction mais des journalistes et producteurs des magazines mensuels d'information. Par un communiqué à l'AFP repris par la presse :

« [ils] estiment que la carence scandaleuse dont a fait preuve l'information télévisée à l'occasion des récents événements porte atteinte à l'honneur professionnel de l'ensemble des hommes de télévision [...] demandent que soit diffusé d'urgence un programme de grande audience au cours duquel tous les acteurs du drame universitaire pourront s'exprimer librement »

Les réalisateurs de télévision, le même jour, publient également un communiqué à la presse identique sur le fond.

Le magazine *Zoom*, programmé le 14 mai sur la deuxième chaîne devient donc un enjeu dans un contexte tendu. En effet, une grève générale de vingt-quatre heures de l'ORTF est annoncée pour le 13 mai afin d'exprimer solidarité et soutien à l'égard des étudiants et syndicats appelant à la manifestation du 13 mai. Le compte-rendu de cette manifestation du 13 mai par le journal télévisé contribue au mécontentement. *Zoom* focalise alors tant l'attente des rédactions et des personnels de l'Office que celle des journalistes de la presse écrite. Notre question porte sur la nature de cette attente consensuelle qui se structure, nous semble-t-il, par rapport au déficit – construit pour partie – de l'information télévisée.

Zoom est un magazine mensuel d'information d'André Harris et Alain de Sédouy, programmé sur la deuxième chaîne à 20h30. Créé en décembre 1965, il a pour particularité – de 1965 à novembre 1967 – d'être placé sous l'autorité de Jacques Thibau, directeur adjoint de la télévision et responsable du développement de la seconde chaîne. Par la personnalité et les convictions de Jacques Thibau, les journalistes-producteurs de *Zoom* bénéficient d'une bienveillance et d'une marge de

manoeuvre, certes négociée, mais néanmoins remarquable. Ce magazine qui se situe à distance de l'actualité immédiate s'intéresse à la société française et l'ausculte. L'emploi et le chômage, le logement, les grèves et conflits dans l'entreprise, mais aussi le racisme, les moeurs, les phénomènes de marginalité juvénile, représentent 48% des sujets traités. Cette immersion dans la société française révèle un profond malaise, du côté des jeunes notamment. Les équipes contribuant au magazine s'engagent dans les enquêtes filmées et diffusées et adoptent une attitude critique face à des dysfonctionnements observés. Nous avons développé l'an dernier dans ce séminaire la place qu'occupait ce magazine et souligné sa force d'anticipation d'un courant d'opinion ni encore légitime ni encore représentatif – celui précisément des jeunes non majeurs.

En avril 1968, Guy Demoy, cameraman de l'émission, part pour Nanterre interroger Daniel Cohn-Bendit. L'équipe de *Zoom* envisage un reportage confrontant contestataires et étudiants non engagés. À partir du début du mois de mai, Guy Demoy et Francesco Espressa, suivent les événements étudiants. Il est décidé d'en faire le sujet de leur prochaine émission (J.-P. Filu a bien mis en évidence les conditions de réalisation de ce document). L'autorisation de diffusion est accordée, une fois le film visionné par les responsables politiques et ceux de l'Office, mais sur la seconde chaîne. Dans le même temps se jouent des négociations portant sur l'organisation d'un débat suivant la projection du film. L'accord étant donné, celui-ci est enregistré à Cognac-Jay, l'après-midi du 14 mai. Y sont conviés à débattre : David Rousset, présenté comme journaliste (et non en sa qualité de gaulliste de gauche), André Fanton, député UD, Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste, Alain Geismar, secrétaire général du SNESUP, Jacques Sauvageot, vice-président de l'UNEF, Olivier Castro, représentant du Mouvement du 22 mars, et le recteur Capelle. Les responsables de l'émission, André Harris et Alain de Sédouy, lors de l'ouverture et de la présentation de la soirée, précisent leur intention. Il s'agit – par et dans ce débat – d'éclairer les Français sur les événements récents par le dialogue et de dégager les enjeux de ce mouvement pour les leaders étudiants et enseignants.

À l'issue du visionnage et de l'analyse de cette émission, on peut observer les points suivants. Ces images qui sont prises entre le 3 et 10 mai, ainsi que le reportage sur la manifestation du 13 mai, sont agencées dans une discontinuité temporelle. Aucune explication n'est donnée sur les contextes, sur les négociations engagées, sur l'évolution du mouvement, sur la cause des affrontements, sur le nombre de blessés. On a paradoxalement l'impression d'une décontextualisation et d'une a-chronicité. Par ailleurs, le montage a pour effet une implication des auteurs et du téléspectateur dans l'événement, du côté des étudiants, du côté du message porté qui est le message réprimé. En relation avec cette observation, il est vrai que la caméra a tendance à se situer du côté de la charge des CRS, qui sont présentés en gros plans, comme une force violente qui attaque. Ces images ont ainsi une force d'accusation contre les violences policières par rapport à une foule présentée comme plutôt désarmée. Dernière remarque, le reportage est complètement centré sur l'entretien avec Cohn-Bendit qui est celui dont on trace le portrait et dont on

construit la crédibilité et légitimité. Cet entretien permet d'éclairer les raisons des manifestations et des affrontements et les enjeux du mouvement.

En quoi ce document apporte-t-il des informations et une vision différente des événements par rapport à ce qui a été dit et montré auparavant dans les JT, dans cette période du 3 au 10 mai ?

– Ce document a pour caractéristique essentielle de montrer longuement les affrontements et de restituer l'épaisseur et la gravité du mouvement.

– Par ailleurs, il associe des réactions de témoins qui ont assisté aux événements eux-mêmes.

– Cette émission a surtout comme fonction de donner la parole aux leaders étudiants, et dans le film et au cours du débat, en leur conférant une place d'interlocuteur. Les auteurs de l'émission font donc entendre le discours de la contestation.

Les réactions à la diffusion de cette émission les 15 et 16 mai sont, dans les journaux nationaux, favorables et consensuelles sur ce point : « La télévision a enfin rempli son rôle » ; « elle est sortie du silence » ; « elle a enfin donné la parole, proposé un débat permettant aux Français de comprendre les positions des étudiants et des responsables politiques, de réfléchir et de se faire une opinion » y lit-on.

Quelques articles de presse, notamment dans *Le Monde*, constatent cependant que « le débat ne semble pas avoir permis de dégager des solutions aux problèmes ». Cette phrase suppose que la télévision est investie d'un rôle d'arbitre qui est exacerbé en temps de crise. D'autre part, il semblerait que la télévision n'ait pas permis – comme le souligne le journal *La Croix* cité par Jean-Pierre Filiu – « ce qui semble un impossible dialogue entre les étudiants révolutionnaires et les gens en place ». La presse considère, à travers ces remarques, la télévision comme un recours, comme une instance au-dessus des partis, qui serait le garant de l'objectivité : comme le lieu d'incarnation de la médiation et de la régulation des tensions et comme une instance qui assurerait la cohésion nationale en temps de crise. On voit donc les attributs confiés à la télévision qui devrait en temps de crise incarner un esprit de raison. Paradoxalement, dans ce discours sur les missions imparties à la télévision, sont énoncées les mêmes missions que celles que le général de Gaulle attribuait à la télévision de service public. Simplement, dans ces missions identiques invoquées, il y a d'un côté l'idée de la liberté et de l'autre l'idée que l'on se fait du rôle de l'État. Sans doute faut-il voir là quelques raisons qui concourent à comprendre les enjeux que porte et révèle la diffusion de ce magazine *Zoom* le 14 mai 1968 d'une part, et d'autre part, l'amorce et l'édification de ce phénomène de promotion/reconnaissance et d'amplification de cette émission une fois diffusée.

CONCLUSION

Autour du thème de l'objectivité à l'ORTF, développé dès le mois d'avril à la tribune de l'Assemblée nationale, revivifié par la création d'une commission parlementaire le 8 mai, lié à l'interdiction de l'émission *Panorama* le 10 mai au soir, et aux revendications des réalisateurs, se noue le conflit qui va aboutir à la grève de l'ORTF, grève des personnels le 17 mai, puis le 25 mai des journalistes. Mais tous, dans cette longue période, sont astreints au service minimum qui n'a, à aucun moment, été remis en cause par l'intersyndicale. Les journalistes grévistes sont les derniers en France à reprendre le travail le 13 juillet et cette grève, avec les sanctions qui l'ont suivie, a ultérieurement façonné la mémoire collective, en contradiction avec ce qui a été vu et entendu réellement et que nous avons décrit aujourd'hui.

Dans cette conjoncture de débat autour de l'objectivité de la télévision, la projection de l'émission *Zoom* le 14 mai, sur la deuxième chaîne, donc devant un auditoire de fait forcément réduit, devient un enjeu et sert de point d'ancrage de la mémoire, par son contenu – on donne pour la première fois largement la parole aux contestataires – et par la répercussion qui lui est donnée dans la presse nationale. L'émission est devenue alors une référence : elle a fait mémoire, plus que le débat, qui a été oublié, et pourtant c'est lui qui représentait vraiment une nouveauté. *Zoom* apparaît donc comme une grande première : *La Dépêche du Midi* écrit le 16 mai que « Pour la première fois l'ORTF a rompu le honteux silence qu'elle avait observé à propos des manifestations d'étudiants ». On voit donc que dès le lendemain de la diffusion de *Zoom* naît la légende que rien n'avait été dit sur les manifestations étudiantes : on est passé de la dénonciation du manque d'objectivité au silence de la télévision. C'est le début du roman sur l'écran noir de la télévision en mai 1968. Comme dans un fondu enchaîné les images de *Zoom* – et sans doute aussi de la *Tribune de l'université* du 16 mai – vont recouvrir les images et l'information diffusées du 2 au 14 mai.

Les historiens se sont jusqu'ici intéressés surtout à ce qui s'était passé à l'intérieur de l'ORTF et – tout en l'ancrant dans une histoire longue de la TV – particulièrement à ce qui s'est passé à partir du 10-11 mai et des premiers communiqués des réalisateurs qui se présentent comme l'événement initiateur de la grève et donnent un sens au mouvement. La TV avec ses spécificités, sa production, son histoire, participe de la construction de l'événement et occupe une place particulière dans l'histoire de la crise de mai-juin 1968. Mais il nous semble indispensable d'étudier aussi l'interaction entre la production et la réception des images de la TV. La réception par le canal de la critique dans la presse a bien été étudiée par Marc Martin et Elizabeth Cazenave (*Mai 68 à l'ORTF*). On a vu que la presse avait joué un rôle fondamental après l'interdiction du *Panorama* du 10 mai, dans la possibilité de la diffusion de *Zoom* le 14 mai, et dans la construction du « faire mémoire » après. Mais réception aussi par le public, une histoire encore largement méconnue, écrivait Cécile Meadel en 1994. Daniel Dayan la qualifiait de « mystères » en 1992 dans *Le Débat*. En effet la perception de ces premières images des manifestations de mai dans l'opinion publique de l'époque et le rôle qu'elles ont

pu jouer dans la détermination des manifestants, à Paris comme en province, à intervenir dans l'espace public, reste encore à écrire. La mémoire commune n'a gardé en apparence aucun souvenir des images diffusées en mai 1968. Et pourtant ne serait-ce pas elles qui auraient contribué à forger cette mémoire uniquement parisienne du mouvement en éliminant les événements provinciaux ? Il faut noter que ces images de l'affrontement entre étudiants et police parisienne ont été constamment rediffusées dans les différentes émissions commémoratives de la période qui se sont succédé entre 1978 et 1988.

L'historien-ne doit repérer comment les téléspectateurs se sont approprié ces images sur le moment même et comment ces images éphémères, mais réelles, des barricades et de l'émeute parisienne ont pu servir de catalyseur aux manifestations de province – à Strasbourg par exemple les étudiants font explicitement référence dans les slogans d'une de leurs manifestations à ce qui a été vu la veille à la télévision. Les rapports des Renseignements généraux notent les effets dans l'opinion des émissions de la veille : le recensement exhaustif reste à faire. Catalyseur aussi pour les occupations d'entreprises qui, coïncidence, débutent le jour de la diffusion de *Zoom* le 14 mai à Sud-aviation Nantes : or on sait qu'une équipe de la télévision régionale était présente au moment même de la séquestration du directeur et de l'occupation des locaux. Cela nous vaut le lendemain même des images de la première usine occupée dont l'exemple est montré ainsi à la France entière au JT de 20h, et cela a peut être été beaucoup plus efficace qu'un tract syndical ! Quel effet cela a-t-il pu avoir sur la diffusion du mouvement d'occupation et de grève, ceci est une autre histoire....à suivre.

Discussion

Robert Frank

Vous avez bien expliqué qu'il ne reste que des débris de JT et j'ai été frappé par ce que vous dites : beaucoup d'images sont des images sans son. Ces images sans commentaires, nous induisent peut-être à les voir autrement qu'elles n'ont été vues. Dans quelle mesure les sons induisent-ils la vue ? J'en arrive à ce contraste entre la radio et la télévision, puisque jusqu'alors on disait « la radio a couvert, pas la télé » : dans la mesure où il y avait une liberté de ton à la radio qu'il n'y avait pas à la télévision, beaucoup de gens ont ou bien eu l'impression de ne pas avoir vu ou ont vite oublié qu'ils avaient vu.

Dans la mesure où il n'y avait pas d'audimat à l'époque, a-t-on une idée de la réception de ces émissions ?

Geneviève Dreyfus-Armand

J'ai été surprise de voir que les mouvements étudiants en Italie et en Allemagne avaient fait l'objet de nombreuses informations en avril au moment de l'attentat contre Rudi Dutschke et même avant. Dans ce document, la première question qui est posée à Cohn-Bendit, c'est : l'Allemagne a-t-elle été un stimulant ? et les participants à la table-ronde parlent tous des événements extérieurs. Cela rejoint tout à fait nos préoccupations.

Marc Martin

Un autre élément me paraît décisif dans la manière de saisir l'histoire de la crise de mai 68 : c'est le problème du temps. En effet il peut y avoir décalage dans l'information donnée entre un média et un autre, et là dans ce type d'événements, la télévision arrive avec beaucoup de retard. Avant de voir les images que nous avons vues, le public avait entendu le reportage à la radio et avait vu les photos dans la presse. Tous les quotidiens, sauf *Le Monde*, publient des photos de ces événements.

Marie-Françoise Lévy

Je reste convaincue que les particularités de la radio, ses rythmes et ses modes de production de l'information, sont liés à la particularité de son histoire. Radio et TV obéissent à des rythmes distincts. Certes il y a trois JT sur la première chaîne, à des heures précises, sans mobilité. Néanmoins, dans les journaux que nous avons dépouillés et dans les émissions que nous avons vues, il est très clair qu'il y a des images sur la manifestation du 3 et du 6 mai, sur celle du 7 mai sur les Champs-Élysées ainsi que sur celle du 10 mai. Il n'y a donc pas eu omission en ce qui concerne les images.

Robert Frank

Quelle méthode adopter pour faire l'histoire du souvenir de cette émission *Zoom* ? Est-ce qu'il y a vraiment une mémoire de cette émission ou n'est-ce qu'une mémoire indirecte de ces images dont on ne sait plus qu'elles proviennent de *Zoom* ?

Certains souvenirs d'images vues sur le moment ne sont-ils pas enfouis dans les mémoires collectives à cause des longues semaines postérieures d'écran noir ?

Marc Martin

Il y aurait un travail très intéressant à faire, ce serait de comparer la place faite dans les images à la télévision aux manifestations, dans deux périodes très différentes de la crise de mai : dans les débuts, ce que vous avez fait, et après. Le souvenir que j'ai, mais il est peut-être faux, c'est que la télévision a contribué à nourrir l'hostilité d'un public qui s'était retourné.

Marie-Françoise Lévy et Michelle Zancarini-Fournel

Tout d'abord, il n'y a jamais eu d'écran noir, il y a toujours eu des images de télévision. Les journalistes et les personnels étaient astreints au service minimum. Pendant un moment (du 20 mai au 30 mai) il est vrai qu'il n'y a eu que le Journal de 20h.

Toutes les émissions qui ont évoqué mai 68 ultérieurement, quelles qu'elles soient, émissions d'archives, émissions de types historiques (*Génération...*), reprennent ces images-là.

D'autre part, l'hypothèse de Marc Martin est à vérifier. Et nous avons l'intention de continuer à dépouiller les journaux, au moins jusqu'au 11 juin. Le recensement chronologique que nous avons fait dans la base de données, sans avoir encore pu voir les images, montre qu'à partir du 2 juin les contre-manifestations sont extrêmement nombreuses et sont montrées très régulièrement à la télévision. Les journalistes qui assurent le service minimum sont les quelques journalistes non-grévistes, donc ils sont très clairement engagés du côté du projet gouvernemental.